



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/5401/Add.9
15 mars 1963
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-huitième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES

RENSEIGNEMENTS POLITIQUES ET CONSTITUTIONNELS CONCERNANT
LES TERRITOIRES AFRICAINS ET LES TERRITOIRES VOISINS
SOUS ADMINISTRATION DU ROYAUME-UNI

Note du Secrétaire général

ILE MAURICE

Conformément à la déclaration du Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en date du 27 septembre 1961, le Gouvernement du Royaume-Uni a communiqué au Secrétaire général les renseignements politiques et constitutionnels suivants sur le territoire de l'île Maurice.

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter ci-après à l'Assemblée générale, pour sa dix-huitième session, les renseignements en question, qu'il a reçus le 13 mars 1963^{1/}.

1/ Conformément à la résolution 1700 (XVI), adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1961, ces renseignements sont également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

ILE MAURICE

POPULATION

1. L'île Maurice est un petit territoire de l'océan Indien, dont la population, très dense, comprend plusieurs groupes ethniques. Au 31 décembre 1960, sa population était estimée à 648 850 personnes. L'île a été inhabitée jusqu'au début du 19ème siècle. La proportion des différents groupes raciaux est à peu près la suivante :

	(Pourcentage)
D'origine indienne	67
D'origine chinoise	4
D'origine européenne et africaine	29

L'île compte moins de 1 000 habitants de souche britannique.

STATUT ET HISTOIRE

2. Le territoire de l'île Maurice jouit dans une grande mesure de l'autonomie interne. Sa Constitution actuelle résulte des négociations qui ont eu lieu, en juillet 1961, entre le Gouvernement britannique et les représentants des principaux partis politiques de l'île Maurice, y compris M. Ramgoolam, l'actuel Ministre principal. Il y avait déjà, à cette époque, une majorité de membres élus dans les deux Conseils : le Conseil législatif comptait 40 membres élus, 12 membres désignés, au plus, et 3 membres d'office, et le Conseil exécutif se composait du Gouverneur, qui le présidait, de 7 membres élus, de 2 membres désignés et de 3 membres d'office. Les membres élus du Conseil exécutif, de même que les membres désignés et les membres d'office, étaient chargés d'un ou plusieurs départements administratifs et prenaient ainsi une part active à la direction de l'administration, de même qu'à l'élaboration de la politique générale.

3. Au cours de la Conférence constitutionnelle de 1961, il a été décidé, notamment, que le chef du parti majoritaire au Conseil législatif prendrait le titre de Ministre principal et que le Gouverneur le consulterait pour la nomination ou la révocation des ministres, pour la répartition des portefeuilles, ainsi que pour la convocation, la prorogation et la dissolution du Conseil législatif.

CONSTITUTION

Le Gouverneur

4. Le Gouverneur (qui est actuellement sir John Rennie) est le représentant de la reine et le chef du gouvernement. Dans ses fonctions exécutives, il suit normalement l'avis du Conseil exécutif; dans le cas contraire, il doit adresser un rapport au Gouvernement du Royaume-Uni. Les lois votées par le Conseil législatif sont soumises à sa sanction, qu'il donne généralement.

Le Conseil exécutif

5. La Constitution en vigueur prévoit un Conseil exécutif, composé du Ministre principal et de 12 autres ministres, et présidé par le Gouverneur. Le Conseil est collectivement responsable de la direction et du contrôle de l'administration du territoire. Le Gouverneur nomme au poste de Ministre principal le membre du Conseil législatif qui peut compter sur la majorité des voix au Conseil.

6. La composition actuelle du Conseil exécutif est la suivante :

- M. S. Ramgoolam^{a/} Ministre principal et Ministre des finances
- M. A. Peejadhur^{a/} Ministre de l'éducation et des affaires culturelles
- M. S. Boolell^{a/} Ministre de l'agriculture et des ressources
naturelles
- M. J. G. Forget^{a/} Ministre de la santé publique et des institutions
de réforme
- M. F. Laventure^{b/} Ministre de l'administration locale et des
coopératives
- M. A. R. Mohamed^{c/} ... Ministre du logement, des terres, de l'urbanisme
et de l'aménagement des campagnes
- M. Patura^{b/} Ministre de l'industrie, du commerce et des
communications avec l'extérieur
- M. V. Ringadoo^{a/} Ministre du travail et de la sécurité sociale
- M. H. E. Walter^{a/} Ministre des travaux publics et des communications
intérieures

/...

M. A. M. Osman^{c/} Ministre de l'information, des postes, des
télégraphes et des télécommunications

M. M. Lavoipierre .. Attorney-General

M. T. D. Vickers ... Secrétaire général

M. A. F. Bates Secrétaire aux finances

Tous les ministres, à l'exception des deux derniers, sont Mauriciens.

a/ Membre du parti travailliste.

b/ Membre désigné.

c/ Membre du Comité d'action musulman.

POUVOIR LEGISLATIF

7. Le pouvoir législatif est exercé par une seule chambre, le Conseil législatif de 55 membres, dont 40 sont élus, 12 sont désignés et 3 sont des fonctionnaires. Relèvent de sa compétence les affaires intérieures du territoire, son budget et son régime fiscal. Le Conseil peut être prorogé à tout moment par le Gouverneur, sur l'avis conforme des ministres. Il peut être dissous par le Gouverneur dans les mêmes conditions que le Parlement peut l'être par le souverain, au Royaume-Uni. Sa compétence législative est entière. A part deux membres fonctionnaires, il ne comprend que des Mauriciens.

REGIME ELECTORAL

8. Le régime électoral repose sur le suffrage universel des adultes. Quarante des membres du Conseil législatif sont élus dans les circonscriptions, au scrutin uninominal et à la pluralité des voix. Les élections ont lieu tous les cinq ans.

9. Les dernières élections ont eu lieu en mars 1959 et ont donné les résultats suivants :

/...

<u>Partis</u>	<u>Candidats</u>	<u>Résultats</u>	<u>Pourcentage de voix</u>
Parti travailliste (chef : M. S. Ramgoolam)	32	23	46,7
Comité d'action musulman (chef : M. A. R. Mohamed)	7	5	8,6
<u>Independent Forward Bloc</u> (chef : M. S. Bissoondoyal)	29	6	18,7
Parti mauricien (chef : M. J. Koenig)	22	3	15
<u>Trade Unionist Party</u>	2	2	
Parti travailliste indépendant	7	-	1,5
Indépendants	61	1	9,5
Total	160	40	100

10. La répartition des élus entre les groupes ethniques : 24 Hindous, 5 Musulmans, 11 Européens et divers, correspond à peu près à la composition ethnique de la population.

ORGANISATION JUDICIAIRE

11. Le système judiciaire de l'île Maurice repose essentiellement sur les anciens codes français (code civil, code pénal, code de commerce et code de procédure civile), mais plusieurs lois plus récentes s'inspirent de précédents anglais : loi sur les faillites, loi sur les sociétés, loi sur les preuves judiciaires, code de procédure criminelle et lois du travail. La plus haute juridiction est la Cour suprême, dont les pouvoirs et la compétence sont analogues à ceux de la Haute Cour de justice anglaise. Elle comprend le Chief Justice et trois puisne judges. L'appel est porté devant la Cour d'appel criminelle (qui se compose de trois des juges de la Cour suprême) et, dans certains cas, devant le Conseil privé du Royaume-Uni.

12. L'Intermediate Criminal Court, composée de trois senior magistrates, connaît des affaires criminelles et peut infliger des peines allant jusqu'à cinq ans de travaux forcés. Onze magistrates président les tribunaux de district qui jugent les délits mineurs.

13. Tous les juges et tous les magistrates sont Mauriciens.

/...

ADMINISTRATION LOCALE

14. L'île Maurice est dotée de solides institutions d'autonomie locale. La capitale (Port-Louis) a une municipalité, dont les 16 conseillers sont tous élus. Les bourgs de Curepipe, Beau Bassin-Rose Hill et Quatre Bornes possèdent des conseils à majorité élue. Les élections municipales se font sur la base du suffrage universel des adultes, avec certaines conditions de cens. L'administration locale des campagnes repose sur les conseils de village, dont le nombre est supérieur à 100. Ils se composent de sept à neuf membres élus selon des conditions libérales d'électorat, et de trois membres désignés par le Gouverneur, et ont les attributions habituelles concernant l'entretien des routes, la construction de ponts, la réglementation des marchés, l'approvisionnement en eau, etc. Il existe en outre des conseils de district qui coordonnent et contrôlent les activités des conseils de village dans leur ressort. Ils comprennent 15 membres, dont 10 présidents de conseils de village (élus par leur conseil) et cinq personnes nommées par le Gouverneur.
